

# CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 2000-2001

11 JUIN 2001

## PROPOSITION DE RESOLUTION

**condamnant la dictature  
en Birmanie (Myanmar)**

(déposée par  
Mme Bernadette WYNANTS et cs (F))

## RAPPORT

fait au nom de la Commission  
des Finances, du Budget, de la  
Fonction publique, des Relations  
extérieures et des Affaires générales

par Mme Isabelle GELAS (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

1. *Membres effectifs* : M. Jean-Pierre Cornelissen, Mme Isabelle Gelas, MM. Mostafa Ouezekhti, Alain Daems, Michel Van Roye, Mme Magda De Galan, MM. Rudi Vervoort, Benoît Cerexhe, Mme Brigitte Grouwels.
2. *Membres suppléants* : M. Denis Grimberghs.
3. *Autres membres* : Mme Bernadette Wynants, M. Yves de Jonghe d'Ardoye d'Erp.

*Voir :*

**Document du Conseil :**  
A-115/1 – 99/2000 : Proposition de résolution.

# BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

GEWONE ZITTING 2000-2001

11 JUNI 2001

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**ter veroordeling van de dictatuur  
in Birma (Myanmar)**

(ingediend door  
mevrouw Bernadette WYNANTS en c.s. (F))

## VERSLAG

uitgebracht namens de Commissie voor  
de Financiën, Begroting, Openbaar ambt,  
Externe betrekkingen en  
Algemene zaken

door mevrouw Isabelle GELAS (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

1. *Vaste leden* : De heer Jean-Pierre Cornelissen, mevr. Isabelle Gelas, de heren Mostafa Ouezekhti, Alain Daems, Michel Van Roye, mevr. Magda De Galan, de heren Rudi Vervoort, Benoît Cerexhe, mevr. Brigitte Grouwels.
2. *Plaatsvervangers* : De heer Denis Grimberghs.
3. *Andere leden* : Mevr. Bernadette Wynants, de heer Yves de Jonghe d'Ardoye d'Erp.

*Zie :*

**Stuk van de Raad :**  
A-115/1 – 99/2000 : Voorstel van resolutie.

**Table des matières**

I.	Exposé de Mme Bernadette Wynants .....	3
II.	Discussion générale .....	5
III.	Votes des articles.....	5
IV.	Vote sur l'ensemble.....	6

**Inhoudstafel**

I.	Uiteenzetting van mevr. Bernadette Wynants...	3
II.	Algemene bespreking .....	5
III.	Stemmingen .....	5
IV.	Stemming over het geheel.....	6

## I. Exposé de Mme Bernadette Wynants

Il est important de prendre la mesure des violations persistantes des droits de l'homme en Birmanie. Elles ont été dénoncées depuis 1998 par la Commission des droits de l'homme des Nations unies : exécutions extrajudiciaires et arbitraires, tortures, décès en cours de détention, arrestations et détentions arbitraires et à caractère politique, déplacements forcés, violences commises par des agents du Gouvernement à l'égard de femmes et d'enfants et à l'égard de minorités ethniques et religieuses.

L'armée a vu son effectif augmenter de 250.000 à 400.000 hommes en dix ans. Le seul rôle de cette armée est d'organiser la répression systématique des populations, avec des méthodes qui sont qualifiées, dans le dernier rapport des Nations unies, comme relevant de crimes contre l'humanité.

Les membres de cette Assemblée seront sensibles au fait que la junte militaire dépense huit fois plus d'argent pour la défense que pour l'éducation et la santé. Les universités sont fermées depuis 1988. Selon un rapport récent de l'UNICEF, seulement 27% des enfants terminent leur scolarité primaire, les autres étant trop pauvres ou retenus par le travail forcé sur des chantiers.

Dès l'âge de treize ou quatorze ans, on retrouve des enfants engagés de force dans l'armée ou comme porteurs de matériel militaire, sans le moindre salaire. La junte militaire enrôle de force des adultes et des enfants pour fournir aux chantiers une main-d'œuvre gratuite. C'est ainsi qu'un énorme chantier de la firme Total Fina a pu bénéficier de ce travail forcé.

En 1997, le Conseil des ministres européen a radié la Birmanie du régime général de préférences en raison du recours systématique et à grande échelle au travail forcé. L'Organisation Internationale du Travail (OIT), dans son rapport de juillet 1998, décrit l'utilisation systématique du travail forcé imposé par les militaires à la population civile. Le rapport de l'OIT dit : « L'impunité avec laquelle les officiels du Gouvernement, et en particulier les militaires, traitent la population civile comme une immense source de travailleurs forcés non payés et de serviteurs à leur disposition est un élément d'un système politique basé sur l'utilisation de la force et de l'intimidation et est destiné à priver la population de ses droits démocratiques. Leurs actions sont une offense grave à la dignité humaine et ont un effet avilissant sur la société civile ». Un autre rapport de l'OIT précis a été déposé en juin 2000.

La production d'héroïne est encouragée par la junte birmane comme importante source de revenus. La Birmanie est le premier producteur mondial d'opium, avec une production qui a doublé en dix ans.

## I. Uiteenzetting van mevrouw Bernadette Wynants

Er dient te worden nagegaan hoe het staat met de aanhoudende schendingen van de mensenrechten in Birma, die sedert 1998 aangeklaagd zijn door de mensenrechtencommissie van de Verenigde Naties: buitengerechtigde en willekeurige executies, martelingen, dood in detentie, arbitraire en politiek gemotiveerde arrestaties, gedwongen verhuizingen, geweldsdaden van regeringsfunctionarissen tegen vrouwen en kinderen en tegen etnische en religieuze minderheden.

Het aantal manschappen van het leger is in tien jaar tijd gestegen van 250.000 tot 400.000. Het leger heeft als enige opdracht het systematisch onderdrukken van de bevolking met methodes die in het jongste rapport van de Verenigde Naties als misdaden tegen de mensheid bestempeld worden.

Het zal de leden van deze Assemblee niet onverschillig laten dat de militaire junta acht keer meer uitgeeft aan defensie dan aan onderwijs en gezondheidszorg. De universiteiten zijn sedert 1988 gesloten. Uit een recent rapport van UNICEF blijkt dat slechts 27% van de kinderen het volledige basisonderwijs heeft gevolgd. De overige kinderen zijn te arm of moeten dwangarbeid op bouwplaatsen verrichten.

Vanaf dertien- of veertienjarige leeftijd worden kinderen tegen hun wil in het leger ingelijfd of worden ze gevorderd als dragers van militair materiaal, zonder het minste loon. De militaire junta rekruteert volwassenen en kinderen en zet ze in als gratis arbeidskrachten op bouwplaatsen. Zo is dergelijke dwangarbeid verricht op een reusachtige bouwplaats van de firma Total Fina.

In 1997 heeft de Europese Ministerraad Birma uit het algemeen stelsel van preferenties geschrapt wegens het systematische en grootschalige gebruik van dwangarbeid. De Internationale Arbeidsorganisatie (IAO) schrijft in haar rapport van juli 1998 dat de militairen de burgerbevolking systematisch dwangarbeid laten verrichten. Het verslag van de IAO stelt : « De straffeloosheid waarmee de regeringsfunctionarissen, in het bijzonder de militairen, de burgerbevolking behandelen als een immense voorraad onbetaalde dwangarbeiders en dienstknechten is een aspect van een politiek bestel dat stoelt op het gebruik van geweld en intimidatie om de bevolking haar democratische rechten te ontzeggen. Hun optreden is een zware schending van de menselijke waardigheid en een vernedering van de burgerlijke maatschappij. » De IAO heeft in dat verband een ander specifiek rapport uitgebracht in juni 2000.

De productie van heroïne wordt door de Birmaanse junta aangemoedigd, omdat ze een grote bron van inkomsten is. Birma is de grootste opiumproducent van de wereld. Zijn productie is in tien jaar verdubbeld.

Les droits politiques sont complètement bafoués. Dix ans après les dernières élections - c'était le 27 mai 1990 - il faut faire le constat suivant : les députés élus n'ont jamais pu siéger. Ils sont depuis lors persécutés, emprisonnés ou empêchés de prendre la parole. La Ligue Nationale pour la Démocratie, le parti d'opposition, avait obtenu 82% des sièges. Aujourd'hui, l'opposition démocratique se trouve dans un état déplorable : plus de 40 parlementaires sont en état d'arrestation, plus de 150 ont été forcés d'abandonner leur carrière politique, 20 sont décédés, et 20 sont en exil. Des centaines de membres de la Ligue Nationale pour la Démocratie ont été forcés de quitter le pays. La Croix Rouge internationale dénombre actuellement plus de 1.550 prisonniers politiques. Un récent rapport d'Amnesty International dénonce plus de 1.700 prisonniers politiques. Mme Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la paix en 1991, leader de l'opposition birmane, est en résidence surveillée à Rangoon et privée de tous ses droits. Récemment, à la demande et sous la pression internationale, des contacts ont eu lieu entre la junte birmane et Mme Aung San Suu Kyi. Aujourd'hui il semble que ce processus qui a été gardé secret est complètement à l'arrêt.

A plusieurs reprises, les démocrates birmans ont demandé à la communauté internationale d'éviter les investissements et le tourisme en Birmanie, parce qu'ils renforcent sans ambiguïté la dictature. L'apport financier des investissements et du tourisme ne profite pas du tout à la population. Selon Mme Aung San Suu Kyi, " le profit va exclusivement à la junte militaire et à ses protégés, à des officiers haut placés, et contribue au renforcement de l'équipement militaire qui absorbe plus de 50% du budget du pays ". " Je voudrais en appeler - poursuit-elle - à ceux qui sont prêts à utiliser leurs talents pour promouvoir la liberté intellectuelle et les idéaux humanitaires, afin que, sur le principe, ils prennent position contre les entreprises qui font des affaires avec le régime militaire birman. "

Conscientes de cette situation, plusieurs entreprises ont déjà décidé de cesser toute activité économique en Birmanie. Il s'agit notamment des firmes Levi-Strauss, Amoco, Heineken, Carlsberg, Pepsi, Motorola, Hewlett Packard ou encore Kodak. Il s'agit d'entreprises non humanitaires. En 1997, le Gouvernement des Etats-Unis a interdit aux entreprises américaines d'effectuer de nouveaux investissements en Birmanie.

Quelques faits depuis ± un an :

- À la mi-avril, plus de 40 membres des jeunesses de la Ligue nationale pour la démocratie ont été arrêtés;
- Le 15 mai, la junte birmane a donné l'ordre à son armée d'annihiler la Ligue Nationale pour la Démocratie;
- Le 22 mai, Mme Aung San Suu Kyi s'est adressée, une fois de plus, à la communauté internationale pour appe-

De politieke rechten worden met voeten getreden. Tien jaar na de laatste verkiezingen, op 27 mei 1990, hebben de gekozen volksvertegenwoordigers nooit zitting kunnen houden. Sedertdien worden ze vervolgd, opgesloten of monddood gemaakt. De National League for Democracy, de oppositiepartij, had 82% van de zetels gehaald. De democratische oppositie is er thans zeer slecht aan toe: meer dan 40 parlementsleden zijn gearresteerd, meer dan 150 parlementsleden hebben hun politieke carrière moeten opgeven, 20 parlementsleden zijn overleden en 20 parlementsleden leven in ballingschap. Honderden leden van de National League for Democracy hebben het land moeten verlaten. Volgens het Internationale Rode Kruis zijn er meer dan 1.550 politieke gevangenen. Volgens een recent rapport van Amnesty International zijn er dat nu meer dan 1.700. Mevrouw Aung San Suu Kyi, die in 1991 de Nobelprijs voor de vrede heeft gewonnen en die de Birmaanse oppositie leidt, heeft huisarrest in Rangoon en heeft al haar rechten verloren. Onlangs zijn er op verzoek en onder druk van de internationale gemeenschap contacten geweest tussen de Birmaanse junta en mevrouw Aung San Suu Kyi. Deze contacten zijn geheimgehouden en zijn blijkbaar thans volledig stopgezet.

De Birmaanse democraten hebben de internationale gemeenschap herhaaldelijk gevraagd om investeringen en toerisme in Birma te vermijden, omdat zulks de positie van de machthebbers duidelijk versterkt. De financiële inbreng van de investeringen en het toerisme komt de bevolking helemaal niet ten goede. Volgens mevrouw Aung San Suu Kyi gaat de winst uitsluitend naar de militaire junta, naar haar beschermelingen en naar hoge officieren en dient ze om legeruitrusting te kopen, waarnaar meer dan 50% van Birma's begroting gaat. Ze wenst een oproep te doen tot al degenen die bereid zijn hun talenten aan te wenden om de intellectuele vrijheid en de humanitaire idealen te bevorderen, opdat ze om principiële redenen stelling zouden nemen tegen de bedrijven die zakendoen met het militaire regime in Birma.

Verschillende bedrijven zijn zich bewust van deze situatie en hebben reeds beslist om hun economische activiteiten in Birma stop te zetten. Het gaat onder meer om Levi-Strauss, Amoco, Heineken, Carlsberg, Pepsi, Motorola, Hewlett-Packard of nog Kodak. Dat zijn geen humanitaire bedrijven. In 1997 heeft de regering van de Verenigde Staten de Amerikaanse bedrijven verboden om nieuwe investeringen in Birma te doen.

Enkele feiten sedert ± een jaar:

- Medio april zijn meer dan 40 leden van de jongeren van de National League for Democracy gearresteerd;
- Op 15 mei heeft de Birmaanse junta haar leger het bevel gegeven om de National League for Democracy uit te schakelen;
- Op 22 mei heeft mevrouw Aung San Suu Kyi de internationale gemeenschap nogmaals om hulp gevraagd. Ze

ler à l'aide. Voici ses paroles : « Nous pensons fortement que la démocratie est basée sur des valeurs universelles. Cela n'a rien à voir avec des valeurs occidentales ou asiatiques. Occident, Orient, cela ne fait aucune différence. (...) Nous voulons la démocratie car notre peuple veut la liberté »;

- Et, le 14 juin 2000, l'OIT a voté une résolution très claire : si le travail forcé n'est pas éradiqué de Birmanie d'ici au 30 novembre 2000, l'organisation demandera à l'ensemble de ses membres, à savoir les Etats mais aussi les organisations de travailleurs et d'employeurs « d'examiner leurs relations avec la Birmanie et de prendre des mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par ce pays pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire ».

Indépendamment de l'énorme enjeu relayé par l'OIT, il reste un enjeu démocratique. L'enjeu de maintenir des contacts avec des représentants démocratiques birmans est crucial.

Nous considérons que les violations des droits de l'homme concernent de plein droit tous les membres de la communauté internationale et, en particulier, les membres du Parlement bruxellois.

C'est pourquoi Mme Wynants demande au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de prendre en compte les points énoncés dans le dispositif de la résolution.

## II. Discussion générale

La Présidente ouvre la discussion générale et demande à Mme Wynants si le texte doit être modifié. La proposition de résolution date du 26 avril 2000.

Mme Bernadette Wynants répond que le troisième tiret du point 1 du dispositif peut demeurer tel quel. La concertation dont il est question dans ce paragraphe n'a pas été officielle. Mme Wynants ajoute qu'une résolution similaire a été prise dans d'autres assemblées. C'est le cas de la Chambre, du Sénat et du Parlement de la Communauté française. Il est important de rejoindre les autres assemblées.

La Présidente rappelle que le Parlement bruxellois s'est déjà battu pour les droits de l'enfant.

## III. Votes des articles

*Considérents A, B, C, D, E, F, G, H, I,  
J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S*

Ces considérants ne suscitent aucun commentaire.

is ervan overtuigd dat : « De democratie op universele waarden stoelt die niet specifiek Westers of Aziatisch zijn. Westen, Oosten, dat speelt in dit verband geen enkele rol. (...) De Birmanen willen de democratie, want ze willen vrijheid »;

- Op 14 juni 2000 heeft de IAO een zeer duidelijke resolutie aangenomen: als de dwangarbeid in Birma tegen 30 november 2000 niet definitief tot het verleden behoort, zal de organisatie al haar leden, te weten de Staten, maar ook de werkgevers- en werknemersorganisaties, vragen om hun betrekkingen met Birma onder de loep te nemen en passende maatregelen te nemen om te voorkomen dat dat land van die betrekkingen profiteert om de dwangarbeid in stand te houden of uit te breiden.

Afgezien van wat er ten gevolge van de resolutie van de IAO op het spel staat, is er ook een uitdaging voor de democratische landen. Het is van cruciaal belang dat de contacten met Birmaanse democratisch gekozenen in stand worden gehouden.

Wij zijn van oordeel dat de schendingen van de mensenrechten van rechtswege een zaak zijn van alle leden van de internationale gemeenschap en in het bijzonder van de leden van het Brussels Parlement.

Daarom vraagt mevrouw Wynants de Brusselse Hoofdstedelijke regering om rekening te houden met de punten van het bepalend gedeelte van de resolutie.

## II. Algemene bespreking

De voorzitter begint de algemene bespreking en vraagt mevrouw Wynants of de tekst gewijzigd moet worden. Het voorstel van resolutie dateert van 26 april 2000.

Mevrouw Bernadette Wynants antwoordt dat het derde streepje van punt 1 van het bepalend gedeelte ongewijzigd kan blijven. De na dat streepje vermelde dialoog was niet officieel. Mevrouw Wynants voegt eraan toe dat andere assemblees, zoals de Kamer, de Senaat en het Parlement van de Franse Gemeenschap, een soortgelijke resolutie hebben aangenomen. De Brusselse assemblee moet zich bij de andere assemblees aansluiten.

De voorzitter herinnert eraan dat het Brussels Parlement reeds opgekomen is voor de rechten van het kind.

## III. Stemmingen

*Consideransen A, B, C, D, E, F, G, H, I,  
J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S*

Deze consideransen behoeven geen commentaar.

**Vote**

Ces considérants sont adoptés à l'unanimité des 9 membres présents.

*Points 1, 2, 3, 4 du dispositif*

Les points 1, 2, 3, 4 du dispositif ne suscitent aucun commentaire.

**Vote**

Les points 1, 2, 3, 4 du dispositif sont adoptés à l'unanimité des 9 membres présents.

**IV. Vote sur l'ensemble**

L'ensemble de la proposition de résolution est adoptée à l'unanimité des 9 membres présents.

Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.

*La Rapporteuse,*  
Isabelle GELAS

*La Présidente,*  
Magda DE GALAN

**Stemming**

Deze consideransen worden bij eenparigheid van de 9 aanwezige leden aangenomen.

*Punten 1, 2, 3, 4 van het bepalend gedeelte*

De punten 1, 2, 3, 4 van het bepalend gedeelte behoeven geen commentaar.

**Stemming**

De punten 1, 2, 3, 4 van het bepalend gedeelte worden bij eenparigheid van de 9 aanwezige leden aangenomen.

**IV. Stemming over het geheel**

Het voorstel van resolutie wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 9 aanwezige leden.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

*De Rapporteur,*  
Isabelle GELAS

*De Voorzitter,*  
Magda DE GALAN

